

toujours été un objectif fondamental du gouvernement. Les mesures que j'ai annoncées aujourd'hui sont non seulement compatibles avec les mesures déjà prises par le gouvernement pour s'assurer que cet objectif est atteint, mais elles les renforceront.

Le gouvernement doit également s'assurer que l'inflation actuelle, qui traduit des pénuries mondiales de produits alimentaires et de produits de base, n'entraînera pas une montée des prix qui pourrait rendre obligatoire l'imposition d'un contrôle des prix et des revenus. Le gouvernement croit qu'il existe de meilleures solutions à ce problème.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Ceux qui établissent les prix, les bénéfices et les salaires devraient tenir compte des mesures qu'il a prises en vue d'augmenter les revenus disponibles et de compenser les répercussions de l'inflation sur le revenu réel. Le gouvernement s'attend qu'ils procèdent ainsi et qu'ils ne profitent pas de la situation actuelle pour faire monter les prix et les coûts.

Monsieur l'Orateur, ces mesures témoignent de la ferme intention du gouvernement de s'occuper du problème de l'inflation au Canada.

Des voix: Bravo!

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, à un moment donné, le premier ministre (M. Trudeau) a laissé entendre que nous de l'opposition craignons le contenu du document qu'il vient de présenter à la Chambre. Étant donné que le premier ministre a été incapable de présenter ce document à 2 heures et qu'à 2 heures, nous avons eu l'impression que nous le recevrons longtemps avant 4 heures et comme nous l'avons de fait reçu entre 3 h 35 ou 3 h 40, il semble que le premier ministre ait craint que quelqu'un puisse voir ce qu'il contenait. Je ne sais pas exactement à quel moment au début de l'après-midi le gouvernement a pris une décision à propos de ces mesures, mais il a certainement eu de la difficulté à les coucher sur papier.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Ce retard n'est pas le genre de tactique ou de mesure bien organisée qui soit de nature à inspirer une grande confiance dans le contenu de ce document. On avait de grands espoirs qui, en fin de compte, n'avaient pas de raison d'être. On espérait que le premier ministre présenterait finalement une importante déclaration de principe au Parlement. Au contraire, le premier ministre nous a présenté cet après-midi un pot-pourri de mesures relatives aux symptômes les plus évidents et les plus fâcheux de la maladie ou, enfin, à certains d'entre eux; une revue des mesures importantes annoncées antérieurement, mais aucune offensive générale contre l'inflation.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Le premier ministre a ensuite rappelé les importants allègements conférés par le budget du ministre des Finances (M. Turner) au mois de février dernier. De toute évidence, le gouvernement s'est trouvé dans l'impossibilité complète d'en évaluer les effets, puisque nous n'avons pas encore reçu ce rapport d'expertise et nous nous rendons clairement compte depuis bien des mois que le budget du ministre des Finances n'était guère un moyen sérieux de lutter contre l'inflation.

Des voix: Bravo!

Coût de la vie

M. Stanfield: En ce qui a trait aux mesures annoncées cet après-midi au sujet de la Commission de révision des prix de l'alimentation,—je suis certain que le député de York-Sud (M. Lewis) et ses collègues sont déçus—si j'ai bien compris ce qu'a déclaré le premier ministre, rien de vraiment efficace n'a été accompli pour apporter quelque vigueur aux travaux de cette Commission, rien, absolument rien.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Le premier ministre a annoncé certaines mesures qui recevront une approbation générale, telles que les subventions au sujet du lait et l'augmentation à \$12 des allocations familiales et de la jeunesse, bien qu'un grand nombre d'entre nous se demandent de quelle sorte d'improvisation il s'agit, puisque le gouvernement annonce un programme à plus long terme comportant le paiement d'impôt sur le revenu dans le cas de ces versements ou allocations alors même qu'il présente une mesure temporaire qui ne comporte aucun impôt de ce genre. Cependant, je n'ai pas l'intention de couper les cheveux en quatre sur des questions semblables en discutant d'un sujet d'une importance aussi générale.

Je veux simplement mentionner, en ce qui a trait à l'augmentation des pensions de vieillesse que le premier ministre a annoncée ou dont il s'est vanté, le fait que le mécanisme ou le principe du rajustement trimestriel est une mesure que, depuis longtemps et jusqu'à très récemment, en fait, le premier ministre et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) avaient déclarée impossible à établir. Ils l'ont rejetée comme irréalisable lorsque je l'ai recommandée il y a un an et ont jugé que ma proposition était insensée.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: J'espère que chacun des députés étudiera très attentivement le bill dont le gouvernement a saisi la Chambre ainsi que les méthodes complexes que le gouvernement s'est ingénié à adopter pour régler le problème très urgent de nos concitoyens âgés.

Nous approuvons les subventions s'appliquant au blé; mais nous voici devant un gouvernement qui vient au début de septembre porter à \$1.25 un paiement qu'il a lui-même réduit de \$1.04 à \$1 en juillet. Le gouvernement a entre-temps laissé le prix du pain augmenter de six cents. Aujourd'hui, le premier ministre déclare que cette mesure empêchera une nouvelle augmentation de cinq cents qui autrement aurait été inévitable en octobre.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: J'estime qu'un gouvernement qui s'est encore contenté de ne rien faire contre l'augmentation de six cents du prix du pain et qui vient maintenant proposer cette piètre mesure n'est pas très concerné par le sort des citoyens ordinaires du pays.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: J'aurai quelque chose à dire à propos du pétrole dans quelques instants, mais il n'y a rien là-dedans en faveur du propriétaire foncier. Le gouvernement n'a même pas suggéré de supprimer la taxe de 11 p. 100 sur la vente des matériaux de construction, et n'a fait aucune proposition pour supprimer la taxe de vente sur les vêtements pour tous les Canadiens, à la suite de la mesure qu'il a prise l'hiver dernier à l'égard des vêtements pour enfants.